

## DÉLIBÉRATION

Membres en exercice : 80

Présents : 54

Pouvoirs : 11

### CONSEIL DE TERRITOIRE SEANCE DU 5 NOVEMBRE 2019 A 20H00

**Délibération CT2019/11/05-16 – Instauration d'une gratification pour les stagiaires de l'enseignement supérieur au sein de l'Etablissement public territorial**

**Rapporteur : Claude CAPILLON, Président**

**DATE DE CONVOCATION** : 30 octobre 2019

**PRÉSIDENCE** de Claude CAPILLON, Président de l'établissement public territorial Grand Paris Grand Est

**LIEU DE RÉUNION** : salle du Conseil de Noisy-le-Grand, place de la Libération à Noisy-le-Grand (93160)

**PRÉSENTS** : Mmes et MM. AMERICO Michel, AMORE Félicité, AMOZIGH Joëlle, ARCHIMEDE Pierre, AUBRY Bénédicte, BARBIERI Michel, BARRAUD Amélie, BARTH Franck, BLUTEAU Jean-Michel, BONNEAU Alex, BORDES Roselyne, BOUDJEMAI Kaïssa, BOUVARD Jacques, BOYER Jean-Pierre, CAPILLON Claude, CHOULET Michèle, CISSE Mariam, CLAVEAU Michèle, COPPI Katia, CRANOLY Rolin, DE GALLIER DE SAINT-SAUVEUR Thibaud, DELORMEAU Christine, DEMUYNCK Christian, DESHOQUES Monique, EPINARD Serge, FICCA Grégory, FIGEL-MARTEL Sylvie, GAUTHIER Christine, GENESTIER Jean-Michel, HAGEGE Dominique, HARDEL Patrice, HUART Marie-Claude, ISCACHE Martine, KLEIN Olivier, LE MASSON Gilbert, LE TALLEC Bernard, LEMOINE Xavier, MAGE Pierre-Etienne, MAHEAS Jacques, MARSIGNY Brigitte, MARTIN Pierre-Yves, MARTINACHE François, MARTINS Marylise, MIERSMAN Michel, MILOTI Donni, RATEAU Chantal, RICHARD Stéphanie, ROY Patrice, SCHLEGEL Eric, SCHUMACHER Alain, TAYEBI Samira, TESTA Richard, TORO Ludovic, VAVASSORI Patricia.

**ABSENTS/POUVOIRS** : Mmes et MM. ALLEMON Eric, AWAD-SHEHATA Stéphanie, BAILLY Dominique, BENTAHAR Abdelkader (pouvoir à DELORMEAU Christine), BODIN Roger, BOUCHER Martine, BOURICHA Fayçale (pouvoir à KLEIN Olivier), CADORET Henri, CARBONNELLE Serge, DALLIER Philippe (pouvoir à COPPI Katia), FAUBERT Jacques, FAUCONNET Jean-Paul, GUILBERT Georges, HELENON Joëlle (pouvoir à MARSIGNY Brigitte), ITZKOVITCH Ivan, LELLOUCHE Nicole (pouvoir à MARTIN Pierre-Yves), MALJEAN Jean-Pierre, MANTEL Aurélie, MAUPOUSSIN Stéphanie (pouvoir à TAYEBI Samira), METTEIL Magali (pouvoir à DE GALLIER DE SAINT-SAUVEUR Thibaud), PELISSIER André, PRUDHOMME Gérard (pouvoir à FICCA Grégory), REYGNAUD Marie-Françoise (pouvoir à SCHUMACHER Alain), SARDA Patrick (pouvoir à GAUTHIER Christine), THIBAUT Magalie, VIEUX-COMBE Evelyne (pouvoir à MAHEAS Jacques).

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE** : M. Franck BARTH.

Accusé de réception en préfecture  
093-200058790-20191112-CT2019-11-05-16-  
DE  
Date de télétransmission : 12/11/2019  
Date de réception préfecture : 12/11/2019

## LE CONSEIL DE TERRITOIRE,

**VU** la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 59 XV,

**VU** le décret n°2015-1662 du 11 décembre 2015 relatif à la métropole du Grand-Paris et fixant le périmètre de l'établissement public territorial dont le siège est à Noisy-le-Grand,

**VU** le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 5219-2 et suivants,

**VU** le Code de l'éducation – articles L124-18 et D124-6,

**VU** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

**VU** la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

**VU** la loi n°2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche, articles 24 à 29,

**VU** la loi n°2014-788 du 10 juillet 2014 tendant au développement, à l'encadrement des stages et à l'amélioration du statut des stagiaires,

**VU** la circulaire du 23 juillet 2009 relative aux modalités d'accueil des étudiants de l'enseignement supérieur en stage dans les administrations et établissements publics de l'Etat ne présentant pas un caractère industriel et commercial,

**VU** la circulaire du 4 novembre 2009 relative aux modalités d'accueil des étudiants de l'Enseignement supérieur en stage dans les collectivités territoriales et leurs établissements publics ne présentant pas de caractère industriel et commercial,

**CONSIDERANT** que le versement d'une gratification minimale à un stagiaire de l'enseignement supérieur est obligatoire lorsque la durée du stage est supérieure à deux mois consécutifs ou si au cours d'une même année scolaire ou universitaire, le stage se déroule sur une période de deux mois consécutifs ou non,

**CONSIDERANT** que la montant minimal de la gratification est fixé à 15% du plafond horaire de sécurité sociale et du nombre d'heures de stage effectués mensuellement,

**CONSIDERANT** que les stagiaires bénéficient de la prise en charge de leur frais de transport à hauteur de 50 % comme les agents de l'établissement et que le montant des frais remboursés aux stagiaires ne sont pas pris en compte dans le montant de la gratification minimale (articles L.124-13, D.124-8 et L.124-16 du Code l'éducation),

**Après en avoir délibéré,**

- **A l'unanimité**

**DECIDE** d'instituer le versement d'une gratification des stagiaires de l'enseignement supérieur accueillis à l'Etablissement public territorial Grand Paris Grand Est selon les conditions prévues par les textes en vigueur pour des stages d'une durée supérieure à 2 mois consécutifs ou non.

**DECIDE** de prendre en charge les frais de transport des stagiaires à hauteur de 50 %.

**DECIDE** d'autoriser le Président à signer les conventions passées avec les établissements d'enseignement supérieur.

avec les établissements  
Accusé de réception en préfecture  
093-200058790-20191112-CT2019-11-05-16-  
DE  
Date de télétransmission : 12/11/2019  
Date de réception préfecture : 12/11/2019



**ÉTABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL**

CLICHY-SOUS-BOIS • COUBRON • GAGNY • GOURNAY-SUR-MARNE • LE RAINCY •  
LES PAVILLONS-SOUS-BOIS • LIVRY-GARGAN • MONTFERMEIL • NEUILLY-PLAISANCE •  
NEUILLY-SUR-MARNE • NOISY-LE-GRAND • ROSNY-SOUS-BOIS •  
VAUJOURS • VILLEMOMBLE

DIT que les dépenses correspondantes sont prévues au budget principal.

Ainsi fait et délibéré en séance, le 05/11/2019.

Affiché - Notifié le 12 NOV. 2019

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication ou de notification, auprès du Tribunal Administratif de Montreuil sis 7, rue Catherine Puig à Montreuil (93558). Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).



Le Président,

Claude CAPILLON

Accusé de réception en préfecture  
093-200058790-20191112-CT2019-11-05-16-  
DE  
Date de télétransmission : 12/11/2019  
Date de réception préfecture : 12/11/2019